



# Assemblée générale

Distr. : générale  
15 décembre 2010  
Français  
Original: anglais

---

## Commission des Nations Unies pour le droit commercial international Quarante troisième session

### Compte rendu analytique de la 906<sup>e</sup> réunion

Tenue au Siège à New York, le mercredi 23 juin 2010, à 15 heures.

*Président :* M. Schneider (Président du Comité plénier) . . . . . (Suisse)

## Sommaire

Finalisation et adoption d'une version révisée du Règlement d'arbitrage de la  
CNUDCI (*suite*)

---

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Les rectifications doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également portées sur un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, *une semaine au plus tard à compter de la date du présent document*, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2 750, 2 United Nations Plaza.

Les rectifications éventuelles aux comptes rendus de la présente session seront groupées dans un rectificatif unique, qui sera publié peu après la clôture de la session.



*La séance est ouverte à 15 h 15.*

### **Élection du Bureau (suite)**

1. **Le Président temporaire** invite le Groupe des États d'Afrique à présenter un candidat au poste de Vice-président de la Commission.
2. Prenant la parole au nom du Groupe des États d'Afrique, **M<sup>me</sup> Kiragu** (Kenya) propose la candidature de M. Moollan (Maurice) au poste de Vice-président de la Commission.
3. *M. Moollan (Maurice) est élu Vice-président de la Commission.*
4. *M. Schneider (Suisse), Président du Comité plénier, prend la présidence.*

### **Finalisation et adoption d'une version révisée du Règlement d'arbitrage de la CNUDCI (suite)** (A/CN.9/703 et Add.1, A/CN.9/704 et Add.1-10)

*Projet de version révisée du Règlement d'arbitrage de la CNUDCI (suite)*

#### *Section III. Procédure arbitrale (suite)*

#### *Projet d'article 17. Dispositions générales (suite)*

5. **Le Président** invite les membres de la Commission à faire d'autres observations au sujet du projet d'article en notant que l'examen de l'alinéa c) du paragraphe 2 a été suspendu et que la question de l'effet, sur le projet d'article 17, de la suppression du paragraphe 9 reste ouverte. La délégation de la Grèce a proposé de remplacer la dernière partie du paragraphe d'introduction de ce projet d'article par le texte suivant : « ...le tribunal arbitral ordonne à une partie de prendre toute mesure suivante, sans limitation : ».
6. **M. Loken** (États-Unis d'Amérique) propose de déplacer l'adjectif « temporaire » vers la fin du paragraphe d'introduction, qui serait alors libellé comme suit : « le tribunal arbitral ordonne à une partie notamment, mais non exclusivement, de prendre les mesures temporaires suivantes : ».
7. **M. Bellenger** (France) dit que, dans son libellé actuel, le texte français du paragraphe d'introduction est satisfaisant, le principal point étant que la liste n'est pas exhaustive.
8. *Le projet d'article 26, tel que modifié, est adopté, sous réserve d'une finalisation du libellé du*

*paragraphe d'introduction et d'un plus ample examen de l'alinéa c) du paragraphe 2.*

#### *Projet d'article 27. Preuves*

9. Guidé par la pratique, **M. Rovine** (Observateur de l'Association of the Bar of the City of New York) estime qu'il serait utile que le projet d'article prévoie expressément le droit de contre-interrogatoire des témoins.
10. **Le Président** dit que le libellé actuel ne restreint nullement le droit d'interroger des témoins, sauf disposition contraire du projet d'article 28.
11. *Le projet d'article 27 est adopté.*

#### *Projet d'article 28. Audiences*

12. **M<sup>me</sup> Aguirre** (Argentine) propose d'ajouter à la fin du paragraphe 4 les mots suivants : « ...à condition qu'une circonstance le justifie dûment ».
13. **M<sup>me</sup> Matias** (Israël), appuyé par **M. Viswanathan** (Inde) dit que, l'usage des visioconférences étant de plus en plus fréquent, il serait préférable de ne pas exiger une justification particulière à son sujet.
14. **M. Chung Chang-ho** (République de Corée) est du même avis, en notant l'applicabilité du projet de paragraphe 1 de l'article 17.
15. **M. Rovine** (Observateur de l'Association of the Bar of the City of New York) est lui aussi de cet avis. Il serait peut-être utile de remplacer « interrogés » au paragraphe 4 par « entendus ».
16. **Le Président** croit comprendre qu'en l'absence d'appui à l'une ou l'autre des modifications proposées, le projet d'article peut être adopté.
17. *Le projet d'article 28 est adopté.*

#### *Projet d'article 29. Experts nommés par le tribunal arbitral*

18. *Le projet d'article 29 est adopté.*

#### *Projet d'article 30. Défaut.*

19. **M. Sewaha** (Égypte) dit que, dans la version arabe du projet d'article, les mots « sans invoquer d'empêchement légitime » contenus dans le paragraphe d'introduction du texte anglais ont été déplacés vers les alinéas a) et b). Il se demande s'il n'y a pas de

contradiction entre l'alinéa b) du projet d'article et le projet d'article 32.

20. **Le Président** dit que l'alinéa b) concerne le fond d'une affaire alors que le projet d'article 32 est une disposition de procédure qui s'applique en cas de non respect du Règlement. Il n'y a pas de contradiction entre eux.

21. *Le projet d'article 30 est adopté.*

#### *Projet d'article 31. Clôture des débats*

22. **Le Président** note que, normalement, les « témoins » sont inclus dans les mots « encore des preuves » et ne sont pas considérés comme une catégorie distincte, comme au paragraphe 1.

23. **M<sup>me</sup> Smyth** (Australie) propose de remplacer ce passage du paragraphe 1 par le texte suivant : « encore des preuves à présenter, y compris des témoins à produire... ».

24. **M. Moollan** (Maurice) dit que le libellé est identique au texte de 1976 et n'a posé aucun problème.

25. *Le projet d'article 31 est adopté*

#### *Projet d'article 32 : Renonciation au droit de faire objection*

26. *Le projet d'article 32 est adopté.*

#### *Section IV. La sentence*

##### *Projet d'article 33. Décisions*

27. **M. Friedman** (Observateur de l'Association internationale du barreau) juge regrettable que, d'après le libellé actuel, un arbitre-président, seul, puisse décider seulement de questions de procédure sans pouvoir rendre une sentence. Le Règlement d'arbitrage de la Chambre de commerce internationale offre une telle possibilité en l'absence de majorité. Il propose d'ajouter un troisième paragraphe dans ce sens.

28. **M. Torterola** (Argentine) dit que sa délégation souhaite conserver le libellé du Groupe de travail.

29. **M. Schöll** (Observateur de la Suisse), appuyé par **M. Möller** (Observateur de la Finlande), déclare appuyer la proposition de l'Association internationale du barreau mais accepterait tout consensus qui apparaîtrait au sujet du libellé du projet d'article 33.

30. **M. Moollan** (Maurice) dit que la proposition de l'Association internationale du barreau a des avantages parce que le Règlement d'arbitrage, dans son libellé actuel, laisse ouverte la possibilité qu'un arbitrage aboutisse à une impasse.

31. **M. Castello** (États-Unis d'Amérique) dit que sa délégation est favorable à ce que reste inchangé le libellé actuel du projet d'article, que de nombreuses parties ont adopté parce qu'il présente pour elles la sécurité que toute décision qui serait prise par un tribunal arbitral aurait l'appui d'au moins deux des membres de celui-ci. Ceux qui appuient la solution consistant à donner à un arbitre-président un vote prépondérant en cas d'impasse partent de l'hypothèse que cet arbitre serait le plus raisonnable des membres du tribunal. Cette hypothèse n'est pas nécessairement vraie.

32. **Le Président** suggère qu'à la lumière des opinions exprimées, le Comité conserve le libellé qui a été approuvé par le Groupe de travail.

33. Au sujet des décisions sur les questions de procédure visées au projet de paragraphe 2 de l'article 33, **M. Seweha** (Égypte) se demande si l'arbitre-président participerait aussi au réexamen d'une décision qu'il aurait prise seul, étant donné que les derniers mots du paragraphe 2 se rapportent au tribunal arbitral dans sa totalité. D'une part, il n'est pas approprié que l'arbitre-président réexamine sa propre décision, d'autre part, ce réexamen ne peut pas avoir lieu sans l'arbitre-président parce qu'en son absence le tribunal arbitral ne serait pas constitué comme il convient. Si, comme le pense la délégation égyptienne, la participation de l'arbitre-président au réexamen d'une décision prise par lui seul serait contraire au Règlement, la dernière disposition du paragraphe 2 doit être supprimée.

34. **Le Président** dit qu'il lui paraît qu'au sujet des questions de procédure dont l'arbitre-président aurait décidé seul, la décision de l'arbitre-président pourrait être réexaminée par le tribunal arbitral dans sa totalité ou par toute combinaison de deux arbitres.

35. *Le projet d'article 33 est adopté.*

##### *Projet d'article 34. Forme et effet de la sentence*

36. **M<sup>me</sup> Montejo** (Bureau des affaires juridiques) dit que la Commission devrait dire clairement dans son rapport que l'obligation légale d'une partie de rendre

publique une sentence, dont il est question au paragraphe 5 du projet d'article 34, ne doit pas être interprétée comme limitant la possibilité pour l'ONU d'imposer certaines restrictions à la divulgation d'information liée à ses privilèges et immunités, y compris au sujet de sentences arbitrales.

*Projet d'article 35. Loi applicable, amiable compositeur*

37. **M. Friedman** (Observateur de l'Association internationale du barreau) dit qu'au sujet du paragraphe 1 du projet d'article 35, et plus précisément de la désignation des règles de droit applicables au fond du litige, il ne voit pas de raison de restreindre la liberté de choix d'un tribunal arbitral à la détermination des règles de droit national qui doivent être appliquées dans des situations dans lesquelles les parties n'ont pas décidé de cette question. Il propose donc de remplacer la fin du paragraphe 1 par le texte suivant : « ...le tribunal arbitral applique les règles de droit qu'il juge appropriées ». Ainsi, il n'y aura plus de doute sur la question de savoir si un tribunal arbitral peut régler un litige en appliquant un ensemble de règles qui diffèrent du droit national, y compris, par exemple, les règles de l'Institut international pour l'unification du droit privé (UNIDROIT).

38. **M. Jacquet** (France) dit que la modification proposée n'empêchera pas un tribunal d'appliquer le droit national; elle ménagera simplement la possibilité d'appliquer des règles étrangères au droit national.

39. **M. Moollan** (Maurice) rappelle qu'après de longs débats mûrement réfléchis, le Groupe de travail a décidé qu'un tribunal arbitral devait se borner à choisir un droit national. Il est donc nécessaire que le Comité réexamine cette question.

40. **M<sup>me</sup> Cordero Moss** (Norvège) dit que le projet d'article 35 donne aux deux parties au litige et aussi au tribunal arbitral beaucoup de souplesse pour ce qui est de désigner la loi ou les règles de droit qui s'appliquent au cas d'espèce. Néanmoins, le rapport de la Commission devrait faire apparaître que ni les parties ni le tribunal arbitral ne sont entièrement libres de décider du droit ou des règles applicables parce qu'ignorer certaines dispositions pourrait rendre la décision invalide ou inapplicable. C'est ce qui ressort clairement des articles 34 et 36 de la Loi type sur l'arbitrage commercial international ainsi que de l'article V de la Convention de New York sur la

reconnaissance et l'exécution des jugements étrangers en matière civile et commerciale.

41. Tout en étant de l'avis de la représentante de la Norvège, **M. Petrochilos** (Grèce) dit que le rapport devrait aller encore plus loin et spécifier que le paragraphe 1 du projet d'article 35 ne constitue pas un guide complet concernant les lois ou les règles applicables dans un arbitrage. Il y a des questions concernant le droit applicable qui ne dépendent pas du choix des parties, y compris la capacité des parties à conclure une opération.

42. *Le projet d'article 35 est adopté.*

*Projet d'article 36 : Transaction ou autres motifs de clôture de la procédure*

43. *Le projet d'article 36 est adopté.*

*Projet d'article 37 : Interprétation de la sentence*

44. *Le projet d'article 37 est adopté.*

*Projet d'article 38 : Rectification de la sentence.*

45. *Le projet d'article 38 est adopté.*

*Projet d'article 39 : Sentence additionnelle*

46. *Le projet d'article 39 est adopté.*

*Projet d'article 40 : Définition des frais*

47. *Le projet d'article 40 est adopté.*

*Projet d'article 42 : Répartition des frais*

48. **M. Chung** Chang-ho (République de Corée) dit que, dans la version anglaise, il y a désaccord entre le libellé du paragraphe 1 du projet d'article 42 et celui du paragraphe 2 du projet d'article 40. Plus précisément, le premier parle de «award», alors que dans le deuxième, il est question de «decision». Sa délégation propose donc que le paragraphe 2 du projet d'article 42 soit modifié pour reprendre le terme employé au paragraphe 1 de l'article 40.

49. **Le Président** dit que, dans la version anglaise, le paragraphe 1 du projet d'article 40 parle de «decision» parce qu'une correction est non pas nécessairement une sentence mais plutôt une décision. En revanche, le projet de paragraphe 2 d'article 42 traite expressément des sentences. Selon lui, il s'agit bien de sentences en raison des conditions

d'application. Si, toutefois, la décision concerne un montant qu'une des parties doit payer à l'autre, alors c'est de « sentence » qu'il s'agit. Il suggère que le Comité pourrait vouloir différer l'examen du projet d'article 42.

50. *Il en est ainsi décidé.*

51. **M. Castello** (États-Unis d'Amérique) dit que, dans ses observations concernant l'alinéa 2 (f) du projet d'article 40 (A/CN.9/704), l'Observateur de la Cour permanente d'arbitrage a noté que, bien que la définition des coûts inclue à la fois « les frais et les dépenses » de l'autorité qui a effectué les désignations, la même définition inclut uniquement les « dépenses » du Secrétaire général de la Cour. Il a en outre noté que la Cour emploie couramment les mots « frais administratifs » pour désigner le montant demandé pour couvrir les dépenses administratives et autres résultant de l'examen d'une demande de désignation d'une autorité de nomination. Pour éliminer les ambiguïtés qui pourraient résulter des différences de libellé, le Secrétaire général de la Cour a donc proposé que le texte de l'alinéa soit remplacé par le texte suivant : « Le cas échéant, les honoraires et frais de l'autorité de nomination et du Secrétaire général de la Cour permanente d'arbitrage ».

52. Le Président croit comprendre que le Comité souhaite adopter la modification proposée de l'alinéa 2 (f) du projet d'article 40.

53. *Il en est ainsi décidé*

*Projet d'article 43 : Consignation du montant des frais*

54. *Le projet d'article 43 est adopté.*

*La séance est suspendue à 16h 30 et reprend à 17h 10.*

*Annexe aux Règles*

*Projet de libellé type de clause compromissoire pour les contrats*

55. **Le Président** invite le Comité à exposer d'autres vues concernant l'emplacement et la disposition du projet de libellé type de clause compromissoire pour les contrats. Il rappelle que, puisque le Comité continue à examiner une éventuelle déclaration de renonciation en relation avec le projet d'article 34, il sera peut-être nécessaire de modifier encore le texte du projet de libellé type.

56. *Le projet de libellé type de clause compromissoire pour les contrats est adoptée, sous réserve de toute modification qui serait rendue nécessaire par les décisions que le Comité prendrait au sujet du projet d'article 34.*

*Projets de déclarations d'indépendance types en application de l'article 11 du Règlement*

57. Au sujet des projets de déclarations d'indépendance types, **M. Petrochilos** (Grèce) dit que les mots « par la présente » devraient être supprimés aux deux premiers paragraphes car ils sont rendus redondants par une suppression antérieure. Au sujet de la note qui suit les projets de déclarations types, il propose que le substantif « parties » soit remplacé par les mots « futurs arbitres », les déclarations types devant être utilisées par les arbitres s'ils le souhaitent. Autre solution, la phrase d'introduction pourrait être impersonnelle et ne mentionner ni les parties ni les arbitres.

58. **M. Loken** (États-Unis d'Amérique) dit que sa délégation a cru comprendre que les déclarations types étaient des textes que les parties pouvaient proposer aux arbitres, qui pouvaient choisir de les signer ou non.

59. **Le Président** dit que les projets de déclarations types soulèvent deux questions. La première a trait à l'application. Les institutions arbitrales attendent habituellement des arbitres qu'ils fassent une déclaration d'impartialité lors de leur nomination mais on ne voit pas clairement ce qui se passe lorsqu'une demande similaire est faite par les parties. La deuxième concerne l'obligation. Le projet d'article 11 du Règlement spécifie que lorsqu'une personne est pressentie pour être nommée en qualité d'arbitre, elle signale toute circonstance de nature à soulever des doutes légitimes sur son impartialité ou son indépendance, suggérant ainsi qu'une forme d'obligation existe. Le même projet d'article indique ensuite au lecteur que des déclarations d'indépendance types sont annexées au Règlement.

60. Concluant que les deux paragraphes contenant ces déclarations types s'adressent aux arbitres, mais que la note d'accompagnement est destinée aux parties, M. Loken suggère que la phrase liminaire de la note soit libellée comme suit : « Les parties pourraient envisager de demander à l'arbitre d'ajouter ce qui suit à la déclaration d'indépendance ».

61. **M. Moollan** (Maurice) se dit de l'avis du représentant des États-Unis et préconise, par une modification mineure du libellé suggéré par le Président, le texte suivant : « Les parties pourraient envisager de demander à l'arbitre de faire la déclaration suivante en plus de la déclaration d'indépendance », afin de clarifier la nature du texte joint à la note.

62. **M. Ghikas** (Canada) se demande si l'intention du Groupe de travail II avait été qu'une demande adressée à un arbitre de faire la déclaration additionnelle énoncée dans la note pouvait être faite par une partie seulement, ou si elle devait l'être par toutes les parties.

63. **M. Mourre** (Observateur de l'Association internationale du Barreau) se demande si le paragraphe examiné pourrait être inclus dans le projet de déclaration lui-même plutôt que dans la note. Ainsi, il serait clair pour les praticiens de l'arbitrage que la disponibilité, dont il est question dans la note, est une condition préalable pour l'arbitrage de la CNUDCI. Depuis un certain temps, de bons résultats ont été obtenus par la Chambre de commerce internationale avec une déclaration regroupant l'acceptation, la disponibilité et l'indépendance.

64. **Le Président** dit que le fait que la déclaration d'indépendance soit distincte de la déclaration de disponibilité s'explique par la mention d'une déclaration d'indépendance dans le projet d'article 11 du Règlement. Celui-ci ne fait pas état de la nécessité d'une déclaration de disponibilité.

65. **M. Petrochilos** (Grèce) dit qu'après avoir lu les rapports du Groupe de travail II et le projet d'article 11 du Règlement, il n'est toujours pas convaincu que le projet de déclarations d'indépendance doive être à la disposition seulement des parties qui pourraient le proposer, au lieu de pouvoir aussi être utilisé par les arbitres qui le souhaiteraient. Le rapport du Comité devrait élucider ce point.

66. **M. Torterola** (Argentine) propose que soit ajoutés aux projets de déclarations quelques mots qui confirmeraient que l'arbitre qui en fait une est impartial et indépendant par rapport non seulement aux parties mais aussi aux avocats des parties.

67. **M. Boulet** (Observateur de la Belgique) appuie la proposition.

68. En raison de l'évolution rapide de l'aspect de l'arbitrage qui est examiné par le Comité, **M. Moollan**

(Maurice) met en garde contre une hâte par rapport à la pratique actuelle. Le Comité devrait notamment examiner le libellé de la déclaration d'acceptation, de disponibilité et d'indépendance établie par la Chambre de commerce internationale, pour voir s'il mentionne les avocats des parties.

69. **Le Président** dit qu'à son avis, le Comité doit déterminer non pas seulement ce qui est la pratique admise mais aussi ce qu'il souhaite. Lui-même se demande si le projet d'article 5 du Règlement, concernant la représentation et l'assistance, présente un intérêt à ce sujet.

70. **M. Möller** (Observateur de la Finlande) appuie les vues du représentant de Maurice. Mentionner les agents des parties pourrait aller trop loin. Il suppose que les mots « parties à l'arbitrage » incluent automatiquement ses représentants dans la procédure. Sans que les arbitres en aient connaissance, les parties peuvent aussi avoir utilisé les services d'un large éventail d'autres juristes.

71. **M. Raouf** (Observateur du Cairo Regional Centre for International Commercial Arbitration) dit que le Centre ne mentionne pas les agents des parties dans sa propre pratique d'arbitrage. Néanmoins, la déclaration d'acceptation, de disponibilité et d'indépendance de la Chambre de commerce internationale mentionne la divulgation des relations entre un arbitre et l'une quelconque des parties, leurs entités apparentées ou leurs agents ou d'autres représentants.

72. **M. Torterola** (Argentine) dit que le Comité devrait tenir compte de la transparence qui est nécessaire dans un arbitrage, compte tenu particulièrement de la direction prise par la Chambre de commerce internationale. Il invite instamment le Comité à ne pas limiter la transparence et à ne pas conduire les usagers à s'interroger sur l'impartialité des décisions.

73. Notant que la pratique des institutions n'est en tout cas pas homogène, **le Président** dit que le Comité devrait veiller à établir une distinction entre les règles et les pratiques des institutions, et celles de la CNUDCI. Les institutions peuvent changer rapidement leurs pratiques et leurs déclarations types face aux problèmes qui surgissent mais la Commission ne peut pas réagir avec la même vitesse et, donc, a eu une habitude de prudence, particulièrement dans les situations qui évoluaient rapidement.

74. Soulignant que sa déclaration précédente n'avait pas pour objet de restreindre la latitude dont dispose la Commission, **M. Moollan** (Maurice) dit que, selon la déclaration d'indépendance utilisée par la London Court of International Arbitration, simplement, la personne qui la prononce se déclare impartiale et indépendante de chacune des parties, sans mentionner les agents de celles-ci.

75. **M<sup>me</sup> Matias** (Israël) dit que le premier des projets de déclarations types contenus dans l'annexe au Règlement, en indiquant « À ma connaissance, il n'existe pas de circonstances, passées ou présentes, susceptibles de soulever des doutes légitimes sur mon impartialité ou mon indépendance » offre peut-être des garanties suffisantes, même s'il ne mentionne pas expressément les agents ou conseils des parties.

76. **M<sup>me</sup> Perales Viscasillas** (Espagne) dit que sa délégation, comme d'autres, considère que la mention des parties dans le contexte actuel inclut leurs représentants et avocats. Néanmoins, si plus de clarté apparaît nécessaire, le premier projet de déclaration type pourrait être remplacé par ce qui suit : « Je suis impartial et indépendant des parties et de leurs représentants dans le présent litige et entend le rester ».

77. Selon **M. Ghikas** (Canada), il importe de se souvenir que l'objet des projets de déclaration types est de donner effet à l'article 11 du Règlement. Ils doivent être compris en rapport avec lui et n'ont pas besoin d'indiquer plus que ce qui est nécessaire, autrement dit d'exposer quoi que ce soit qui pourrait susciter des doutes justifiables concernant l'impartialité ou l'indépendance de l'arbitre. S'il apparaît nécessaire de donner plus de détails, ceux-ci devraient être logiquement inclus dans le projet d'article 11 du Règlement et aussi, ou à la place, dans son annexe. Néanmoins, une solution plus simple consiste à supprimer la première phrase de chacun des projets de déclarations types.

78. **Le Président** dit que le projet d'article 11 parle d'« impartialité » et d'« indépendance », de même que la première phrase de chacune des déclarations types. Supprimer ces phrases éliminerait ce parallélisme. Peut-être la première phrase pourrait-elle être raccourcie, et dire « Je suis impartial et indépendant et ai l'intention de le rester ».

79. **M. Loken** (États-Unis d'Amérique), appuyé par **M. Moollan** (Maurice), dit que la formule raccourcie

paraît bizarre parce qu'elle ne précise pas par rapport à qui l'arbitre doit être impartial et indépendant.

80. **M. Torterola** (Argentine) dit que, selon sa délégation, l'approche actuelle néglige une occasion précieuse d'accroître la transparence dans l'arbitrage. Néanmoins, il ne s'opposera pas à un consensus du Comité.

81. **M<sup>me</sup> Cordero Moss** (Norvège) dit que, selon elle, détailler les dispositions existantes tendrait à créer des problèmes au lieu d'en résoudre. L'indépendance et l'impartialité sont importantes même dans des situations dans lesquelles les arbitres n'ont aucun lien avec les parties. Les arbitres pourraient, par exemple, avoir un intérêt économique personnel dans le résultat du litige. La formulation « impartial et indépendant dans le contexte du litige » pourrait peut-être être employée.

82. **Le Président** déduit du débat que le Comité tient principalement à ce que les arbitres fassent une déclaration d'impartialité et d'indépendance et à ce qu'il soit clair que l'impartialité et l'indépendance s'entendent par rapport aux parties. C'est ce que prévoit la première phrase de chacun des projets de déclaration type. En revanche, les liens avec les conseils, les avocats, les témoins ou les experts des parties sont considérés comme d'une importance secondaire et il pourrait en être traité par la formulation large qui figure dans la deuxième phrase de chacune des déclarations types.

83. **M. Moollan** (Maurice) approuve l'évaluation que le président a faite des priorités concernant cette question. Les institutions arbitrales qui emploient des déclarations d'indépendance mentionnant sans plus de détail l'indépendance à l'égard des parties au litige ne semblent pas avoir de problème.

84. **Le Président** considère que le Comité ne voit pas le besoin de modifier le libellé du projet de déclarations types d'indépendance en application de l'article 11 du Règlement.

85. *Il en est ainsi décidé.*

*La séance est levée à 18 heures.*